



FORCEREPUBLICAINE



Débattre • Réfléchir • Proposer

*Le temps de l'opposition, c'est le temps de la réflexion et des propositions. L'heure n'est pas encore au programme de gouvernement, mais notre devoir est, dès maintenant, de débattre avec nos concitoyens et d'avancer des idées pour relancer la France.*

*Combattre et vaincre la majorité actuelle, c'est d'abord prendre le dessus sur le plan intellectuel ! Miser sur le discrédit de la gauche n'assurerait ni notre victoire, ni notre capacité réelle à moderniser notre pays. Pour incarner une alternative forte et crédible, il faut commencer à bâtir notre projet. J'ai trop vu par le passé ces programmes rédigés dans la précipitation, par quelques experts, à quelques mois des élections. Il faut du temps pour bien cerner les atouts et les blocages de notre pays, du temps pour cibler les priorités, du temps aussi pour faire partager aux Français l'idée du redressement national. Voilà pourquoi il faut commencer maintenant !*

*Depuis un an, je multiplie les déplacements de terrain pour écouter, m'enrichir des expériences, répondre aux critiques et aux attentes. Je développe mes convictions et mes propositions, et la liste des mesures ici recensées n'est qu'une base de travail collective sur laquelle je souhaite déjà consulter le plus grand nombre. Ainsi, afin d'évaluer l'intérêt et la justesse de mes premières propositions, j'invite cet été chaque Français à venir chaque jour sur le site de Force républicaine donner son avis sur l'une d'entre elles.*

*Réagissez, proposez, innovez : voilà le message que je vous lance avec amitié et confiance.*

*François Fillon*

## — *Le redressement économique* —

Plongé dans la récession, la priorité des priorités est de créer les conditions de la croissance. Notre pays peut se redresser en travaillant plus, en innovant plus, en se réformant.

### *Productivité*

Nous sommes l'un des Etats européens où la durée légale du travail est l'une des plus faibles et des plus rigides. Pour libérer la croissance, pour sauver notre industrie et enclencher une dynamique sur le pouvoir d'achat, je propose la suppression de la durée légale du travail, fixée à 35h, et la capacité donnée aux entreprises et aux salariés de négocier sur le terrain le temps de travail et son organisation.

Notre coût du travail est supérieur à la moyenne européenne. Le poids des charges vampirise les marges d'investissement de nos entreprises. Je propose une baisse du cout du travail de 6% financée par une hausse de la TVA.

Notre code du travail est l'un des plus étouffants des pays industrialisés. Il dissuade les embauches et paralyse les entrepreneurs. Aujourd'hui le passage de 49 à 50 salariés entraine l'application de 34 législations et réglementations supplémentaires et son montant représente environ 4% de la masse salariale. Je propose que les seuils réglementaires qui régissent la vie des PME soient relevés de 50%.

## *Innovation*

L'innovation est la clé la croissance et de notre compétitivité. Innover, c'est développer les nouvelles technologies et les nouveaux produits qui assurent des marchés pour nos entreprises; c'est retrouver notre capacité d'exporter. Je propose de renforcer les investissements d'avenir en concentrant nos efforts sur les secteurs stratégiques qui feront les ruptures de demain : transports du futur, biotechnologies, robots, économies d'énergie, réseaux d'information à très haut débit... Ces investissements d'avenir doivent être articulés avec ceux de nos partenaires européens afin de faire de l'Europe la première place de l'innovation dans le monde.

La peur du risque ne doit pas étouffer le progrès scientifique et industriel. Par précaution, nous avons, par exemple, interdit toute recherche concernant l'exploitation du gaz de schiste. Je propose de changer le principe de précaution en principe de responsabilité.

En France, l'uniformité bride la créativité. Je propose qu'une plus grande liberté soit donnée aux acteurs du progrès : aux universités, qui doivent pouvoir être plus libre pour organiser leur fonctionnement, leurs recrutements et leurs enseignements ; aux partenaires sociaux qui doivent pouvoir, dans l'entreprise, négocier le temps et les modalités du travail.

La fiscalité française est lourde et dissuasive. Elle favorise la rente plutôt que l'investissement, la fuite des talents plutôt que l'enrichissement national. Pour stimuler l'investissement, il convient d'élargir les voies d'un capitalisme populaire et de respecter ceux qui créent des richesses. Dans cet esprit, je propose la suppression de l'ISF et le renforcement des mécanismes fiscaux permettant d'investir dans nos entreprises.

## *Emploi*

Nous connaissons un chômage de masse qui se caractérise par une longue durée d'inactivité des demandeurs d'emplois. Chaque chômeur devrait pouvoir se voir offrir une formation qualifiante pour rebondir. Je propose de réformer la formation professionnelle en remplaçant l'indemnisation du chômage par l'indemnisation de la formation. Ce droit à la formation serait encadré

par deux contraintes : la dégressivité des allocations chômage pour inciter à la reprise d'activité et l'obligation d'accepter un emploi correspondant à la formation suivie.

Notre marché de l'emploi est trop cloisonné. Je propose la création d'un nouveau contrat de travail alliant flexibilité et sécurité qui évite les effets de rupture entre CDD et CDI.

## *Modernisation de l'Etat*

L'effort de productivité ne peut seulement concerner la sphère économique. L'Etat doit montrer l'exemple en se réorganisant et en luttant contre la dérive de nos déficits. Nous sommes l'un des Etats comptant le plus de fonctionnaires au regard de sa population. Ça n'est ni un gage d'efficacité pour les usagers, ni un gage de motivation pour les agents publics. Le nombre de nos fonctionnaires doit revenir à ce qu'il était dans les années 90. Je propose de reprendre le principe de ne recruter qu'un fonctionnaire sur deux qui partent à la retraite. Cette disposition doit aller de pair avec la réforme du temps de travail qui doit également faire l'objet de négociations dans la fonction publique.

La segmentation de notre fonction publique est un frein à son efficacité. Je propose sa simplification en passant de 300 corps à 20 ou 30 grandes catégories afin de favoriser les évolutions de carrière et la rémunération au mérite.

Les collectivités territoriales doivent contribuer à l'effort de gestion que doit s'assigner la France. Je propose que la révision générale des politiques publiques soit étendue aux collectivités locales et que la fusion des départements et des régions, des communes et des communautés de commune soit enclenchée.

---

# *La République unie*

---

## *Éducation*

Au cœur de notre pacte républicain, l'éducation doit être notre priorité. L'augmentation continue des moyens n'a pas résolu les problèmes que doit relever notre système éducatif : assurer la transmission et l'acquisition des savoirs fondamentaux, lutter contre l'échec scolaire, prendre en compte la diversité des profils et des talents, promouvoir les valeurs civiques et morales.

La rigidité et la hiérarchisation du système éducatif freinent les initiatives. Je propose de renforcer le rôle et l'autonomie des chefs d'établissements du secondaire qui doivent devenir des gestionnaires de leurs personnels enseignants, administratifs, contractuels. Ils ont besoin de souplesse pour fédérer leurs équipes autour d'un projet pédagogique commun.

Chaque année, 150.000 jeunes quittent le système éducatif sans diplôme et qualification concrète. Il faut agir en amont. Je propose un test d'évaluation à l'entrée en 6e et la création de classes de soutien au collège pour les élèves ne maîtrisant pas le socle commun de connaissances. A niveau du collège, je propose que la diversité des talents et des appétences soit assurée par le renforcement de l'apprentissage et des formations qualifiantes.

L'organisation de nos établissements scolaires doit être modernisée et les enseignants doivent être mobilisés et revalorisés. Je propose une annualisation de leur temps de travail et l'extension de leur présence dans l'établissement en dehors des cours afin d'assurer des missions de soutien scolaire, d'appui à leurs collègues, de maintien de l'autorité. Ces missions supplémentaires doivent permettre une revalorisation des salaires.

L'École doit être le creuset du civisme et de l'égalité républicaine. Les distinctions sociales ou d'origines doivent s'effacer au profit d'un esprit d'unité. Je propose d'instaurer une tenue uniforme des élèves dont les modalités doivent être définies au niveau de chaque établissement.

## *Solidarité*

L'ensemble de notre système social est défié par les déficits. Nous sommes tous appelés à faire des efforts. Aucun Français ne doit être condamné à l'assistance car chacun peut apporter sa pierre au redressement national. Je propose que l'obligation soit faite pour les bénéficiaires du RSA de participer à un travail d'intérêt général, à hauteur de 7H par semaine.

La fraude de quelques-uns sape l'effort de tous les efforts. Je propose la suspension des prestations sociales pendant un an, hors urgence médicale, après toute fraude aux allocations.

Parce que la solidarité est un droit et non un dû sans contreparties, je propose qu'une participation financière minimale soit exigée pour l'accès à la CMU et à l'AME.

## *Retraites*

Grâce aux réformes, le crash financier de notre régime par répartition a été évité. Mais la crise creuse à nouveau le déficit : de l'ordre de 14 milliards, il passerait à 18,8 milliards en 2017 pour l'ensemble des régimes. Rétablir les comptes par les impôts ou par la baisse des pensions n'est pas acceptable. Je propose d'augmenter la durée d'activité en jouant à la fois sur une hausse de l'âge légal de départ en retraite qui doit progressivement atteindre 65 ans et une augmentation de la durée de cotisation. Le recul de l'âge de départ à la retraite doit être accompagné d'une réflexion de fond sur le travail des seniors qui doit être adapté à leurs capacités et leurs expériences.

Pour sécuriser le système par répartition, le développement d'un troisième étage de retraite par capitalisation est nécessaire. Je propose la mise en place, au niveau des branches professionnelles et des entreprises, de plans collectifs d'épargne longue et de retraite.

## *Sécurité*

La République, c'est le droit de tous à la sécurité. Pour que ce droit soit pleinement respecté, il faut mettre fin à l'impunité qui est une insulte aux victimes et une incitation à la récidive. Une peine doit être prononcée pour chaque délit et chaque peine doit être exécutée. *Je propose que le principe des peines planchers soit étendu*, comme nous l'avons fait pour les récidivistes et pour les délits aggravés avec violence.

Comme une peine ne vaut que si elle est réellement exécutée, *je propose l'interdiction de toute libération conditionnelle tant que le détenu n'en a pas effectué les deux tiers*.

## *Laïcité*

La crise économique fait ressurgir des tensions et des replis identitaires qui mettent en péril notre pacte républicain. Pour le préserver, le respect de la laïcité est l'une de nos principales forces. C'est la laïcité qui permet d'unir croyants et non croyants. C'est la laïcité encore qui permet à la religion musulmane de s'installer dans la République, et non contre elle. Selon nos lois, le principe de laïcité s'applique principalement aux institutions publiques, auxquelles il impose, comme à ses agents, une stricte neutralité religieuse. Un vide législatif et juridique demeure sur l'expression religieuse dans les entreprises. *Je propose que le débat sur l'application du principe de laïcité dans l'entreprise soit ouvert et que le législateur prenne ses responsabilités*.

## *Immigration*

La France a intégré depuis des siècles des générations d'étrangers qui lui ont apporté leur énergie et leur force de travail. Aujourd'hui, les conditions économiques et sociales commandent de réduire au minimum le flux de l'immigration. *Je propose que soit voté chaque année, par le Parlement, le nombre de migrants que nous pouvons accueillir sur notre territoire, les compétences dont nous avons besoin et les régions du monde vers lesquelles nous souhaitons nous tourner*.

Pour moi, la citoyenneté est l'expression d'une adhésion à la Nation. Je propose de mettre fin à l'automaticité de l'acquisition de la nationalité pour les enfants nés en France de parents étrangers. Il faut que la naturalisation procède d'une manifestation de volonté, pour que chacun comprenne qu'elle comporte des droits et des devoirs.

Notre République pourra se montrer d'autant plus généreuse qu'elle sera ferme sur ses principes. Parce que chacun doit faire ses preuves, je propose de réserver l'accès aux prestations sociales aux migrants légaux présents depuis plusieurs années sur notre territoire.

## *L'Europe forte*

Défendre la souveraineté nationale, c'est défendre l'Europe. Etre patriote, c'est voir dans l'Union européenne la seule réponse possible à l'émergence des nouvelles puissances et à l'instabilité du monde. Avec 28 membres, l'Europe doit être conçue sur un fonctionnement à géométrie variable autour de quatre cercles : le moteur franco-allemand, la zone euro, l'Union européenne, les partenaires de l'Union.

Au cœur de l'Europe, je propose la création d'un noyau dur autour de la France et de l'Allemagne qui doivent faire converger leurs économies et leurs fiscalités.

Il n'est plus tenable que les pays de l'euro soient unis par une politique monétaire commune et désunie dans leurs stratégies économiques. Je propose que la zone euro soit dotée d'un véritable gouvernement économique dirigé par les chefs d'Etat et de gouvernement. Ce gouvernement aura la responsabilité de veiller à l'équilibre budgétaire et à la cohérence des actions économiques de l'ensemble des pays. Il devra également fixer un agenda précis pour harmoniser, dans la zone euro, les règles fiscales et le droit du travail.

Pour contrer les dérives d'une Europe trop souvent illisible et impuissante, je propose la fusion du Président de la Commission européenne et du Président du Conseil, et la mise en place d'un haut responsable des finances ayant pouvoir d'assurer un contrôle sur les pratiques des Etats concernés.



L'Union européenne doit être une place Forte qui sache mieux défendre ses intérêts et protéger ses frontières. Elle doit rester ouverte sur le monde, mais sur la base du donnant-donnant, face à des grands concurrents qui se protègent plus que nous. Je propose l'instauration de règles strictes de réciprocité dans les échanges internationaux, notamment les marchés publics.

Parce que l'Union européenne doit être plus qu'un marché, elle doit développer un programme de grands investissements pour la recherche, l'industrie et l'innovation. Je propose d'étendre le modèle de nos investissements d'avenir au niveau européen, notamment en le finançant par une TVA aux frontières de l'Union.

Nous devons établir un partenariat stratégique avec les grands voisins de l'Europe, notamment la Russie. La Russie n'a pas vocation à entrer dans l'Union, mais je propose de travailler à structurer un partenariat politique et économique entre l'Europe et la Russie pour peser face au continent asiatique.